

DECHÊNE, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*. Plon, Paris et Montréal, Coll. Civilisations et mentalités, 1974. 588 p.

Louis Michel

Volume 29, numéro 2, septembre 1975

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303444ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303444ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Michel, L. (1975). DECHÊNE, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*. Plon, Paris et Montréal, Coll. Civilisations et mentalités, 1974. 588 p. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29(2), 255–268.
<https://doi.org/10.7202/303444ar>

NOTE CRITIQUE

DECHÊNE, Louise, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*. Plon, Paris et Montréal, Coll. Civilisations et mentalités — 1974. 588 p.

Il faut le dire tout de suite. Voilà un livre très important, appelé à faire date et à devenir un classique pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de la Nouvelle-France et de la société québécoise. Récemment honoré d'un prix du Gouverneur général, cet ouvrage avait déjà permis à Louise Dechêne d'obtenir un doctorat d'Etat français, distinction qui le plaçait au même rang que le petit nombre de travaux fondamentaux qui ont renouvelé nos connaissances sur la France d'Ancien Régime. De la thèse, ce fort volume de près de 600 pages conserve toutes les apparences. Une imposante bibliographie, des notes infra-paginales extrêmement nourries, 43 tableaux statistiques insérés dans le texte, plus trois autres reproduits en appendice avec 25 courbes et graphiques, 6 cartes et un plan de Montréal.¹ Pourtant, à la lecture, rien de pesant ni d'ennuyeux dans un texte que n'encombrent ni bavardages oiseux ni verbiage pour initiés. Direct, clair, concret, précis, le style de Louise Dechêne se distingue par son élégante concision et témoigne de la maîtrise avec laquelle est dominée l'érudition considérable qui sous-tend maint et maint passage du livre. Le lecteur pressé pourra s'en rendre compte très rapidement en s'arrêtant, par exemple, au premier chapitre de la troisième partie sur "les caractères physiques" de l'île de Montréal. En huit pages, l'essentiel est dit sur le "milieu", c'est-à-dire sur les sols et les eaux, sur les saisons, la flore et la faune, mais aussi sur les contraintes que ces données naturelles font peser et sur les adaptations qu'elles requièrent dans la vie matérielle d'un groupe humain en voie d'établissement. En bref, une étude de premier ordre qui est aussi un beau livre.

Dès les premières lignes de l'introduction, s'affirme une volonté de sortir des sentiers battus et de rompre avec des perspectives trop habituelles de l'historiographie de la Nouvelle-France: "Le problème à la base de cette étude est celui de la formation d'une société coloniale issue du transfert d'une population européenne et soumise aux influences conjuguées de la tradition et de la nouvelle expérience en Amérique. Problème de

¹ On pourra cependant regretter l'absence d'index.

passage, d'adaptation, auquel l'historiographie canadienne qui plane généralement bien haut, au niveau des projets impériaux, des rivalités métropolitaines et des décisions administratives, n'a pas accordé toute l'attention qu'il mérite." (p. 7) Ce désir de faire du neuf se matérialise dans une série de choix. Celui de l'objet d'étude, tout d'abord. L'écueil à éviter était de dissoudre l'histoire de la formation d'une société dans celle d'une entreprise de colonisation conçue, animée, dirigée d'en haut, par le pouvoir métropolitain et ses agents. Aussi, Louise Dechêne délaisse-t-elle carrément tout ce qui est histoire politique, militaire, administrative, institutionnelle, voire ecclésiastique. Ces exclusions paraîtront à certains artificielles ou arbitraires, mais elles permettent d'observer directement la population de la colonie, d'étudier en eux-mêmes et tels qu'ils furent réellement les habitants et les marchands, sans se soucier de savoir si leurs conduites et leurs comportements correspondaient bien à ce qu'en attendaient la métropole et ses représentants. Autonomie de la description et de l'analyse des conditions et des rapports sociaux existants dans la colonie, mais aussi, quand vient le moment d'expliquer, possibilité d'accorder aux réalités locales et particulièrement aux activités et aux structures économiques, plus de poids qu'aux intentions et aux actions politiques.

A moins de demeurer un vœu pieux, ce changement d'optique devait s'accompagner de la recherche d'une information neuve et appropriée. C'est là, la pierre d'achoppement de toute recherche d'histoire. Louise Dechêne a bien résolu le problème. Elle n'ignore pas les sources traditionnelles, celles qui émanent des détenteurs du pouvoir, mais elle les confine dans un rôle d'appoint, de complément. Le gros de ses analyses s'appuie sur une documentation faite de papiers qui enregistrent de première main et sans intermédiaires déformants, les multiples transactions et événements qui constituaient le tissu de la vie économique et sociale de la population. Registres paroissiaux, archives des seigneurs et des communautés religieuses et surtout la masse des minutes notariales : actes de vente ou d'échange, concessions, obligations, baux à ferme, contrats de mariage, inventaires après décès, etc. Pourtant connus, ces documents étaient jusque-là relativement négligés et peu utilisés. C'est qu'à la première lecture, chaque pièce étant considérée isolément, ils ne livraient souvent qu'un fatras incohérent de menus faits où ne pouvaient se détacher que ceux qui avaient valeur d'anecdotes curieuses et pittoresques ou qui fournissaient des détails supplémentaires sur tel ou tel personnage bien connu par ailleurs. Pour les exploiter de

façon plus productive, Louise Dechêne s'est inspirée de l'expérience de l'historiographie française récente et a adopté, aussi souvent que possible, les méthodes et les procédures de ce que l'on appelle "l'histoire sérielle". L'intérêt d'un document et des informations qu'il contient ne se révèle pleinement que lorsqu'on peut l'intégrer à un ensemble ou à une série de pièces du même type. A partir de telles séries documentaires, convenablement constituées et critiquées, l'analyse d'un certain nombre de phénomènes devient possible par la mise au jour de ce qui est répété, régulier, permanent comme par celle des différences, des écarts, des variations, des changements dans l'espace et dans le temps, les uns et les autres étant parfois susceptibles d'être exprimés sous forme quantitative. Ce dernier aspect est particulièrement précieux. Il permet de suppléer, en partie, à l'absence quasi-totale de statistiques d'origine officielle pour le XVII^e siècle canadien (à l'exception des recensements).

La masse de papiers à dépouiller était cependant trop volumineuse pour en entreprendre l'exploitation à l'échelle de toute la colonie. D'où la nécessité de se borner à une étude locale portant sur un territoire et une population plus limités. Avec environ cinq mille habitants vers 1720, l'île et la ville de Montréal convenaient particulièrement bien. "Lieu de confluence", "centre du commerce des fourrures", c'était également un "bon point d'observation pour étudier les liaisons entre la ville marchande et les campagnes". Dans le temps, Louise Dechêne juge que les processus de mise en place d'une organisation économique et de la formation d'une société s'achèvent avant 1725. Son étude s'arrête donc autour de cette date et elle couvre essentiellement la seconde moitié du XVII^e siècle. Toutes les conditions étaient alors réunies pour la confection d'une monographie exemplaire. Au cours de sa longue recherche, Louise Dechêne a sûrement eu l'occasion de rencontrer un à un, sinon tous, du moins l'immense majorité des Montréalais des deux ou trois premières générations. Jointe au souci de compter, de prendre la mesure précise des phénomènes rencontrés, cette rare familiarité avec son objet d'étude lui permet de démêler avec aisance des questions très complexes, de manifester un sens critique très aiguë et de ne pas se laisser prendre aux faux-semblants que pourrait suggérer l'utilisation trop mécanique des données de certains types de documents.

Dernier choix que devait effectuer Louise Dechêne: celui du type de plan à adopter, du mode d'exposition des résultats de ses recherches. Le problème étudié étant celui de la genèse et

de la formation d'une société, on pourrait attendre un plan chronologique, un récit partant de la fondation pour parcourir en quelques grandes étapes, le développement du microcosme Montréalais. Mais ce procédé suscite de multiples difficultés. Tout d'abord, quelle périodisation adopter ? Pour éviter de retomber dans l'ornière de la chronologie politique scandée par les intendants ou les guerres, peut-on trouver dans l'ordre économique et social une périodisation vraiment commune à des phénomènes aussi différents que, par exemple, le commerce des fourrures et le défrichement des terres ? De même, dans une période de gestation où rien ne semble vraiment fixé, le récit doit faire leur place à des péripéties et à des expériences, intéressantes en elles-mêmes, mais souvent sans lendemain. Or, justement, sous le désordre et la fluidité apparentes, Louise Dechêne veut découvrir les lignes de force d'un développement, les traits et les caractéristiques qui tendent à devenir durables ou permanentes, les structures qui peu à peu se mettent en place et deviennent contraignantes. Aussi utilise-t-elle un plan thématique qui passe successivement en revue tous les éléments qui concourent à donner à la société montréalaise, sa physionomie particulière. Selon ses propres termes, son livre se présente d'abord comme une série d'enquêtes dont chacune cherche à préciser à travers quelles circonstances et dans quelles conditions émerge tel ou tel aspect d'une réalité sociale spécifique. Morcelée en une série de processus distincts, l'étude génétique contourne le problème de la périodisation globale, souvent réduite aux moments essentiels, elle élimine détails superflus et péripéties mineures. Par suite, ce qui apparaît le plus nettement, c'est au terme de ces processus, entre 1690 et 1725, un monde qui a trouvé sa stabilité, avec sa cohérence comme avec ses contradictions et dont la croissance est guidée dans des voies déjà tracées.

La table des matières donne une idée sommaire de la variété des questions étudiées. Dix-sept chapitres regroupés en quatre grandes parties, aux titres on ne peut plus modestes : "La population", "Le commerce", "L'agriculture", "La société". On est cependant loin du plan-tiroir et de la simple juxtaposition. L'ensemble se révèle solidement articulé. Donner un bref aperçu de cet agencement des enquêtes partielles constitue sans doute un bon moyen de montrer concrètement l'originalité de la démarche de Louise Dechêne. Les brèves introductions, placées en tête de chaque partie du livre, nous facilitent d'ailleurs la tâche. Certes, le mode d'analyse qui apparaît à la lecture du texte est sans doute assez éloigné de ce qu'il était au début de la recherche. Mais n'en

est-il pas toujours ainsi ? Toute recherche un peu longue est une aventure. La "problématique" d'un historien ne sort pas toute armée de son cerveau au point de départ de son travail. D'abord ébauche indécise, elle ne s'affirme que progressivement à travers modifications, corrections et remises en cause, au rude contact des documents, de leurs lacunes et de leurs insuffisances, de leurs enseignements comme de leurs silences. Si cette longue gestation mérite parfois d'être racontée, seul compte finalement le point d'arrivée à partir duquel on peut classer, ordonner, exposer et expliquer l'information recueillie.

Population coloniale, la société montréalaise est d'abord la réunion d'apports humains fort divers. La première partie du livre se propose donc de les identifier et de les caractériser, de définir ce qui entre dans le creuset de la formation d'une société. L'affrontement de deux modèles culturels résultant de la rencontre entre les Français et la population indigène est une question aussi importante que difficile à étudier. Pour sa part, Louise Dechêne voudrait surtout savoir quelle représentation collective les immigrants établis dans l'île de Montréal ont pu se faire de la civilisation indienne et quelle influence ils ont pu en subir, au contact des Indiens vivant près d'eux dans les côtes et les missions ou venant les visiter chaque été pour apporter des fourrures. Elle pense que cette appréciation dépend largement de la situation objective des indigènes au sein de la colonie et nous livre un certain nombre de données sur leur minorisation, leur démographie en perte de vitesse, leur démoralisation, les relations qu'ils entretenaient avec les colons, les fonctions qui leur étaient dévolues, la rareté des croisements avec les blancs.

Du côté des arrivants, après une rapide esquisse du rythme et du bilan de la migration, le chapitre II est essentiellement consacré à une revue des divers types d'immigrants : familles constituées, gentilshommes-soldats, filles, soldats, marins, officiers de l'armée et de la marine. Avec 27 pages, les engagés font l'objet d'une analyse particulièrement soignée. Pour chaque catégorie, il s'agit, chiffres à l'appui, de déceler le milieu d'origine, les conditions du départ et de l'arrivée, la place où elle s'insère dans la société en formation, les tâches qu'elle y exécute, les fonctions qu'elle y occupe, la carrière ou les chances de promotion qui s'ouvrent ou ne s'ouvrent pas devant elle. Finalement, se pose une question plus générale. De quel poids peuvent peser, dans le destin de la colonie, les antécédents géographiques, sociaux ou culturels de ces nouveaux venus ?

Il reste à caractériser la population qui se développe à partir de ces apports extérieurs. Le chapitre III examine donc ses traits démographiques; structure par âge, par sexe et par lieu de naissance aux recensements de 1666 et 1681; nuptialité, natalité, mortalité ou, plus précisément, les mariages, les naissances et les morts. Intéressante en elle-même, cette étude jette également un premier éclairage sur certains aspects de la société montréalaise, sur les relations qui s'y nouent, notamment à l'occasion des mariages, sur les malheurs qu'elle traverse à la fin du XVII^e siècle.

Comment le rassemblement hétérogène des immigrants et de leurs descendants en vient-il à former une société distincte, dotée de ses caractères propres? Quelles sont les forces et les facteurs qui modèlent progressivement la structure et les rapports sociaux? Louise Dechêne, on l'a dit, pense que les plus importants se trouvent dans l'expérience commune des colons, dans leur adaptation à une réalité nouvelle, celle de la vie en Amérique. Expérience multiforme certes, mais où il convient d'accorder la primauté aux choses de l'économie. La colonie ne fait pas exception. Là comme ailleurs, les fondements des rapports sociaux doivent être recherchés au niveau de la production et de l'échange des biens. Aussi, dans les deuxième et troisième parties de son livre, Louise Dechêne s'attache à analyser en détail les singularités de l'économie montréalaise ainsi que les rapports qu'elle engendre au sein de la population.

Si, dans la métropole, la société était d'abord, selon l'expression de P. Goubert, "une société rurale qui s'organisait en fonction de la terre", dans la colonie, au contraire, le commerce fut le "substrat sur lequel s'élabora la première organisation sociale" (p. 126). Commerce bien particulier d'ailleurs, où la colonie n'était qu'un intermédiaire dans l'échange de biens dont la production lui échappait. L'étude de l'économie montréalaise devait donc commencer par celle de son secteur marchand. Non pas pour raconter le développement et les avatars de la traite des fourrures, mais plutôt pour définir la position de Montréal et des Montréalais dans des courants d'échanges dont ils n'étaient qu'un maillon. Deux chapitres s'y emploient, intitulés respectivement "Les éléments du commerce" et "Les rapports de production". Les choses d'abord, les hommes ensuite. Après les conditions générales du commerce, itinéraires, moyens de transport, monnaies, crédit public, le gros du premier chapitre traite des produits échangés, de leur nature, de leur volume, de leur prix: fourrures d'un côté, marchandises européennes de l'autre desti-

nées aux indigènes aussi bien qu'aux colons. A la suite de cette anatomie des échanges, vient une tentative de mesurer, compte tenu des frais, le profit unitaire réalisé à chaque étape d'un circuit où "des produits européens sont échangés contre des fourrures et [où] celles-ci sont vendues en France pour une somme d'argent" (p. 163). Avec le deuxième chapitre, on suit les grandes étapes de la longue et difficile organisation de ce commerce, de l'évolution des rôles de ceux qui pouvaient y participer. Une relative stabilité étant acquise, les rapports de production peuvent être saisis à deux niveaux: celui du crédit, "instrument de liaison" entre les groupes intéressés à la traite et les autres éléments de la population; celui du capital, animateur de l'entreprise, dont la composition définit mieux que toute autre chose, le marchand montréalais. Enfin, l'étude des voyageurs professionnels et des engagés pour la traite amène à mesurer la participation réelle de la population de la ville et de la campagne à cette activité fondamentale.

A côté de l'économie marchande, mais après elle, se développe l'agriculture, base nécessaire d'une colonie de peuplement. C'est l'objet de six chapitres de la troisième partie, sans doute l'une des plus neuves du livre. Au départ, donnée fondamentale, un milieu naturel extrêmement rude pour des hommes venus de l'Ouest de la France. Pourtant, une fois qu'on en avait pris la mesure, il était loin d'être entièrement défavorable à l'activité agricole. L'histoire de sa mise en valeur ne peut se comprendre sans une étude approfondie du processus d'occupation des terres, de ses modalités juridiques, techniques et sociales à partir desquelles prirent forme une campagne, un paysage rural, une structure agraire d'une originalité indéniable. Dans ce processus l'institution primordiale fut la seigneurie qui "au Canada... a précédé tout le reste" (p. 241). De ce fait, elle "préside à la distribution des terres". Mais sa fonction dynamique s'arrête là. Très vite, sa véritable nature apparaît. A l'instar de son modèle métropolitain, elle impose sur les bords du Saint-Laurent, "un régime de propriété contraignant" avec sa kyrielle de droits, de prélèvements et d'entraves à la libre disposition de leurs terres par les colons. Aussi, l'élément constitutif de l'espace rural en voie d'aménagement fut plutôt la côte. Celle-ci était d'abord un terroir mais aussi le cadre premier de la vie sociale des habitants, bien avant les paroisses ou les bourgs encore embryonnaires. Chaque côte groupait un nombre variable d'habitations. A ces "unités élémentaires de vie et d'exploitation", Louise Dechêne consacre la plus grosse part de son analyse. Pour en déterminer

la superficie courante et découvrir si cette dernière avait augmenté ou diminué au cours du temps. Pour étudier les conditions et le rythme de leur défrichement. Pour savoir dans quelle mesure la terre appartenait à ceux qui l'avait "faite" et la cultivaient et quels étaient alors la place et le rôle du faire-valoir indirect. Pour apprécier le degré de stabilité et d'enracinement des habitants, en analysant la transmission du patrimoine familial de génération en génération et en cherchant la signification réelle des ventes de terre, apparemment très fréquentes.

Passé un certain stade de défrichement, l'habitation devenait avant tout une exploitation agricole dont la gestion consistait essentiellement à mettre en œuvre un système agronomique qu'on peut juger largement archaïque, mais qui n'en possédait pas moins sa cohérence, dans les conditions de l'époque. Son examen occupe tout un chapitre : place respective des champs, des jardins, et des prairies, donc des cultures et de l'élevage ; assolements et rotations, productions, façons des terres, outillage, travaux, taille et composition des cheptels, état des bâtiments. Vient alors le temps d'établir le bilan de cette agriculture. En termes de productivité, d'abord, et c'est l'étude des rendements. En termes plus généraux, ensuite, pour juger de l'orientation de la production agricole et plus particulièrement de son degré d'intégration à la sphère marchande de l'économie. Le diagnostic est aisé : la commercialisation demeure marginale comme le révèle la dépression persistante des prix du blé. La maigreur, sinon l'absence des débouchés, suffit à l'expliquer.

Dans la quatrième partie du livre, Louise Dechêne arrive au cœur de son propos : tenter de caractériser la structure sociale qui, au moins à l'état d'ébauche, apparaît au sein de la population coloniale et saisir le sens des transformations qui l'ont rendue différente de la société mère, celle de la métropole. La tâche a été bien préparée par la minutieuse dissection des réalités de l'économie. Mais celles-ci ne sont pas seules en cause. Certes, les immigrants ont dû se plier très vite à leurs impératifs. En revanche, toujours moins plastiques, les mentalités se sont sans doute adaptées plus lentement au nouveau milieu. De plus, pour assurer sa domination, la métropole a transplanté dans l'île de Montréal une armature institutionnelle qui interfère (en les compliquant) avec les rapports sociaux issus de la production et des échanges. Un chapitre doit donc être réservé aux effets de cet encadrement de la société montréalaise. D'abord, la guerre quasi-permanente et ses exigences, la présence des troupes, l'encadrement militaire, le prélèvement humain opéré sur la population. L'aspect de la

ville ensuite, le pouvoir qu'y exercent les seigneurs, l'absence d'autonomie et de vie municipale.

La première voie qui s'ouvrait devant Louise Dechêne était celle qu'empruntent la plupart des études d'histoire sociale. Reconstituer la stratification sociale, en tentant, par la combinaison de plusieurs critères, de mesurer l'importance et la position des différents groupes ainsi que la distance qui les séparait les uns des autres. Dans le cas présent, les documents classiques, recensements, rôles fiscaux, contrats de mariage étaient insuffisants ou de peu de secours. Louise Dechêne a donc surtout utilisé les données des inventaires après décès sur le métier, l'occupation et la situation de fortune des individus, pour décrire les différents groupes socio-professionnels et en établir la hiérarchie. Seigneurs (les Sulpiciens), noblesse, agents du pouvoir, marchands, gens de commerce et de métier, petite frange des sans-métier, enfin les habitants, groupe le plus nombreux mais qui était loin d'être homogène. Entre ces catégories, les écarts sont assez nettement prononcés. Correspondent-ils pour autant à de véritables distances sociales, à des clivages réels ? Outre l'étude du vocabulaire social, celles de la nature et de l'orientation de la mobilité sociale apportent des indices intéressants.

Mais Louise Dechêne n'a pas voulu se contenter de l'analyse de la "mécanique" socio-économique. Elle a jugé nécessaire d'aller plus loin dans la direction d'une sorte de sociologie rétrospective et d'aborder le riche terrain de la société vécue, modes et formes de sociabilité et d'intégration sociale, univers mental, système de valeurs, etc. A ce niveau cependant, les difficultés de l'historien se multiplient. Les témoignages se dérobent, l'information devient moins abondante. Aussi, notre auteur a-t-elle jugé préférable de se limiter à deux aspects, la famille et la vie religieuse. L'étude de la première, cellule sociale de base, permettait de rejoindre la grande masse des colons grâce à l'abondance des minutes notariales et ainsi de retrouver les valeurs dominantes. Une série de questions sont ainsi posées à propos du type de famille et donc de la composition des ménages, de la famille comme cellule de vie matérielle et économique (par l'étude des communautés établies par les contrats de mariage), de la famille comme lieu social et affectif, et ainsi des rapports entre maris et femmes, entre parents et enfants, de la formation des réseaux de parenté, enfin. A un autre niveau de participation sociale, la vie religieuse faisait appel à des formes de solidarités élargies. Si beaucoup de points demeurent obscurs, on peut néanmoins étudier les prêtres, l'institution paroissiale, les pratiques et dévo-

tions qui sont manifestes avant de tenter une mesure du sentiment religieux.

La variété et souvent la nouveauté des questions abordées au cours de l'enquête n'échapperont à personne. Leur énumération ne donne cependant pas une idée suffisante de la richesse des informations apportées par les analyses de Louise Dechêne. Elles défient le résumé. Aussi, à qui voudrait travailler sur un des points qui viennent d'être cités, on ne saurait trop conseiller de commencer par se reporter au passage correspondant de l'ouvrage. Cela ne veut d'ailleurs pas dire qu'il faille tenir pour définitif tout ce qui y est dit. En matière démographique, par exemple, l'auteur s'est borné à un dépouillement abrégé des registres paroissiaux, car "comme les démographes de l'Université de Montréal ont entrepris depuis plusieurs années déjà la reconstitution de toute la population canadienne, il aurait été vain de vouloir les précéder sur le même terrain" (p. 9). Sur d'autres questions, les débats ne sont peut-être pas clos. Ainsi pour le niveau et l'évolution des rendements agricoles — Louise Dechêne reproche à ceux qui l'ont devancée sur ce terrain, des erreurs de méthode, essentiellement de calculer des rendements à partir de données des recensements sur les superficies en labour et le volume du blé récolté. Si l'on veut tenir compte du type de terre (récemment défrichée ou non), des jachères, de la variété des assolements et des rotations, ce procédé est trop hasardeux. Avec raison, Louise Dechêne préfère fonder son évaluation sur une trentaine de cas où l'on peut connaître avec suffisamment de précision, les quantités semées, les superficies ensemencées et les quantités récoltées. Les chiffres de rendement obtenus sont beaucoup plus sûrs. Ont-ils pour autant valeur générale dans l'espace et surtout dans le temps ? D'aucuns pourront demeurer sceptiques et demander qu'avant de trancher, on étoffe le dossier et que l'on multiplie les données obtenues de cette façon. N'insistons pas davantage. Tout ouvrage marquant ouvre la porte à des controverses. Aux intéressés de les soulever !

Il n'en reste pas moins qu'une enquête aussi méthodique et aussi minutieuse sur un petit groupe humain soumettait à la critique la plus impitoyable, celle des faits, nombre de stéréotypes, d'idées reçues et de lieux communs sur la société de la Nouvelle-France. Nombre d'entre eux, on l'espère, ne survivront pas à l'épreuve. Ainsi, d'une certaine image de l'habitant canadien formée à partir du témoignage des administrateurs de la colonie et des conquérants anglais. Radicalement différent du paysan français, agriculteur par nécessité plus que par inclination, il

néglige sa terre, la cultive très mal et l'abandonne volontiers. C'est qu'il n'est pas vraiment enraciné et qu'il est constamment sollicité par l'aventure, la course des bois et la fuite vers les pays d'en haut. Cette tension entre deux activités, deux styles de vie, en fait un être instable, insoumis, indiscipliné, au comportement fantasque et facilement ostentatoire. Certes, les historiens ont appris à se méfier de ces prototypes trop bien campés qui incarneraient toute la réalité d'un groupe social, même aussi nombreux que celui des habitants. Les études menées en divers pays sur la paysannerie mettent plutôt l'accent sur les différences et les inégalités de condition, sur les hiérarchies que dissimule mal l'apparente uniformité du style de vie. Admettons cependant que l'exercice soit légitime et que, cas marginaux mis à part, on veuille brosser le portrait de l'habitant de l'île de Montréal à la fin du XVIIe siècle. Les données apportées par l'ouvrage de Louise Dechêne constituent presque l'antithèse des traits de l'image traditionnelle. Ainsi, très vite, l'habitant n'est rien d'autre qu'un terrien. Il ne participe pas au commerce des fourrures. Si, parmi les engagés pour la traite, on rencontre beaucoup de campagnards, il s'agit le plus souvent, de jeunes gens qui ne sont pas encore établis. Par suite, l'indiscipline et l'instabilité que l'on prête à tout un peuple sont plutôt caractéristiques d'un groupe d'âge, de la jeunesse qui d'ailleurs, s'assagit sitôt qu'elle s'installe à demeure. Les accusations de négligence, d'indolence ne tiennent guère lorsqu'on réalise quelle somme de labeur patient et obstiné représentent le défrichage et la mise en valeur d'une terre, lorsqu'on voit nombre d'habitants s'efforcer d'augmenter, d'agrandir leur habitation, lorsqu'on constate que le tissu des exploitations résiste victorieusement à tout morcellement. Personne ne peut prétendre que l'habitant canadien pratiquait une excellente agriculture. Encore faut-il bien choisir le point de comparaison. Si, plutôt que vers l'Angleterre du XVIIIe siècle déjà fort engagée dans la "révolution agricole", on tourne le regard vers les bocages de l'Ouest de la France, on découvre un système agronomique et des rendements assez proches de ceux qui avaient cours en Nouvelle-France. Les défauts et les insuffisances de l'agriculture dans la colonie étaient ceux de bien des agricultures traditionnelles et non pas le signe d'un déclin ou d'une dégénérescence. Quant au penchant vers les dépenses somptuaires, la lecture des inventaires après décès ne le confirme guère. Au bout du compte, force est bien de convenir que l'habitant appartient à une véritable paysannerie, même si celle-ci se constitue dans un environnement et des conditions socio-économiques très particulières.

Au-delà des analyses prudentes et détaillées, le livre de Louise Dechêne contient des affirmations de portée beaucoup plus générale. Egrenées au fil des chapitres, elles sont reprises dans une forte conclusion générale. Si on voulait les ramasser en une ou deux formules, on pourrait dire que, dès ses débuts, le drame de la colonie a été d'avoir non pas une, mais deux économies. Loin de se compléter et de s'épauler dans un développement véritable, elles sont restées plus ou moins étrangères l'une à l'autre, ont évolué séparément et se sont heurtées toutes les deux à des impasses et à des blocages durables. Pesant sur les destinées de la Nouvelle-France, ce dualisme fondamental aurait persisté très longtemps et fait sentir ses effets bien après la Conquête. Économique, ce dualisme est aussi social. Sur le même territoire, coexistent deux sociétés fort dissemblables et qui n'ont entre elles que peu de rapports organiques. Si l'on ne veut pas trop schématiser la pensée de l'auteur, il convient cependant de développer quelque peu ces propositions. Économiquement, Montréal est bien (comme toute la colonie) une création du capitalisme commercial. Il faut pourtant se garder d'associer à cette constatation l'idée d'une entreprise dynamique et conquérante. Ici, le capitalisme est à l'œuvre dans un secteur précis, la traite des fourrures qui n'est après tout qu'une "aventure spéculative de type quasi-médiéval", un "petit grand commerce", une "modeste mono-activité". La mise en place difficile de ce commerce, l'histoire des soubresauts qui l'agitèrent ne doivent pas cacher ses limites structurelles. Les unes tiennent à la nature du produit qui "interdit une véritable expansion qui ferait appel à de grands capitaux" et permettrait une accumulation décisive. Les autres viennent de la position coloniale de Montréal et de sa dépendance envers la métropole. Les marchands du cru doivent laisser échapper une partie des profits de la traite, mais surtout ils sont maintenus dans un rôle d'intermédiaires. De ce fait, ils réalisent une forte proportion de leurs gains sur la vente des produits importés. On comprend qu'ils soient "indifférents, voire hostiles à une activité manufacturière qui pourrait éventuellement déprécier (leur) marchandise".

Dépendant, clos sur lui-même, le secteur marchand est alors incapable de procéder à des transferts vers d'autres activités. Le capital commercial n'est pas "une force de propulsion". En dehors des services et de l'artisanat nécessaires à la traite, il ne peut ni ne veut susciter de développement manufacturier. D'où, très vite, une certaine sclérose démographique de la ville de Montréal "incapable d'absorber de nouveaux effectifs ni même

son propre excédent naturel". L'indifférence et l'abstention des marchands se manifestent également vis-à-vis de l'agriculture. L'étroitesse du débouché intérieur, l'absence de marchés extérieurs empêchent la formation et la mobilisation de vastes surplus agricoles. Dans ces conditions, rien n'incite le capital à prendre en mains le développement des campagnes et à le soutenir financièrement.

Laissés à eux-mêmes, l'agriculture et le monde rural ne peuvent que végéter à l'écart, en marge de l'économie urbaine. L'absence de débouché entraîne la dépréciation constante d'un produit agricole qui n'augmente qu'en fonction de la croissance de la population. "Abondance et non-valeur" du produit cantonnent l'agriculture dans une médiocre économie de subsistance. Certes, la population rurale échappe, largement sinon totalement, à l'expropriation et à la cascade de prélèvements que subit la paysannerie française à la même époque. Le monde des habitants ne peut être défini comme une classe dominée et exploitée par une classe seigneuriale ou propriétaire. Pourtant, les campagnes de la Nouvelle-France "ne sont pas des campagnes prospères". Outre les conditions économiques, la responsabilité de cet état de choses revient sans doute au mode de peuplement et d'occupation des terres. La résistance des habitants à tout morcellement et à toute diminution de la superficie moyenne des exploitations contraint les établissements anciens à ne pas dépasser un certain seuil de densité de population. Lorsque celui-ci est atteint, les hommes en surnombre sont rejetés vers la périphérie, à la recherche de nouvelles terres. Mais, en l'absence d'aide extérieure, cet essaimage continu doit être financé à même le peu de ressources accumulés dans les noyaux de peuplement ancien. Il interdit par là l'enrichissement durable des vieilles paroisses.

Socialement, les choses sont évidemment plus complexes, ne serait-ce qu'à cause de la présence des militaires et des administrateurs de la colonie. Mais en regardant les choses de haut, on aperçoit bien la dichotomie entre deux mondes, celui des habitants "où se reforme spontanément une société traditionnelle" et celui, plus étriqué, de la ville qui n'existe qu'en fonction du commerce et gravite autour des marchands. Le titre de l'ouvrage prend alors sa pleine signification.

A la fois diagnostic et explication, cette théorie du dualisme est proposée pour rendre compte de la situation de la région montréalaise au début du XVIIIe siècle. Vaut-elle également,

avec des nuances et correctifs inévitables, pour toute l'histoire de la Nouvelle-France, pour celle du Bas-Canada, voire pour une partie de celle de la province de Québec ? Est-elle susceptible de remplacer et de se révéler plus féconde que d'autres théories célèbres, comme celle du "staple" ? Louise Dechêne semble bien le penser. D'autres chercheurs, plus compétents en la matière que l'auteur de ces lignes, diront si elle a raison. Si le débat s'engage, souhaitons cependant qu'il ne reste pas sur les hauteurs de la discussion théorique, mais qu'au contraire, il stimule la recherche. Loin de clore une question ou un domaine, le livre de Louise Dechêne appelle et ouvre la voie à de multiples enquêtes. Ce n'est pas le lieu de les énumérer. Mais, comment ne pas espérer, par exemple, une étude parallèle sur Québec et sa région à la même époque ? Comment ne pas songer à l'exploration systématique, dans une plus longue durée, de tous les thèmes soulevés par l'étude des campagnes de l'île de Montréal ? Si un livre important se reconnaît à sa postérité autant qu'à son contenu, dans le cas présent, il ne devrait pas y avoir lieu de nourrir d'inquiétudes.

LOUIS MICHEL

*Département d'histoire
Université de Montréal*